

L'ASIE DU SUD-EST : PRÉ CARRÉ CHINOIS, OU LIMITES DE LA STRATÉGIE EXPANSIONNISTE DE PÉKIN ?

BARTHÉLÉMY COURMONT *

ÉRIC MOTTET **

La montée en puissance de la Chine, tant dans sa dimension économique que stratégique, est une réalité consommée en Asie du Sud-Est ¹. L'engagement grandissant de Pékin sur la scène internationale, qui ne fait désormais plus l'objet du moindre doute [Reeves, 2013], se double en Asie du Sud-Est d'un voisinage géographique, des difficultés rencontrées par les grandes puissances rivales, et des difficultés pour les pays de l'ASEAN à définir une « politique chinoise » cohérente et commune. S'ajoute à cela une tentation hégémonique alimentée par les succès de Pékin au cours des trois dernières décennies [Rozman, 2010]. Le poids grandissant de la Chine dans cette région se heurte cependant à des résistances face à cette tentation hégémonique et la persistance de différends territoriaux et maritimes [Tertrais, 2011] sur lesquels s'appuient les rivaux de Pékin pour justifier la mise en place de partenariats stratégiques. L'Asie du Sud-Est s'impose ainsi désormais à la fois comme le pré carré de la Chine et la région dans laquelle sa stratégie expansionniste rencontre les plus fortes résistances.

Importance géopolitique et géostratégique de l'Asie du Sud-Est

La mise en place d'une multitude d'accords bilatéraux entre, d'une part, l'ASEAN, et d'autre part, les grandes puissances étrangères confirme que l'Asie du Sud-Est constitue l'un des nœuds géographiques de l'Asie, la région

* POLITOLOGUE, INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS)

** GÉOPOLITOLOGUE, UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

¹ Précisons que dans cet article, nous entendrons par Asie du Sud-Est les dix pays de l'ASEAN (ou ANASE : Association des nations d'Asie du Sud-Est) – Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam – ainsi que le Timor Leste.

apparaissant comme un pivot stratégique entre le monde chinois, l'aire indienne et l'Asie-pacifique, zone en cours de transformation depuis le redéploiement de la politique étrangère américaine en direction de l'Asie [Courmont, 2010]. La situation géographique de l'Asie du Sud-Est, qui partage avec les grandes puissances des milliers de kilomètres de frontière maritime et terrestre, ouvre à ces derniers des perspectives stratégiques, commerciales et énergétiques importantes.

Un lieu d'interconnexion maritime et terrestre mondialisé

Le territoire maritime (9,3 millions de km²) occupe une place considérable dans la géographie de la région sud-asiatique. Qu'il s'agisse de la grande mer de Java (550 000 km², à peu près la superficie de la France), ou du dédale de mers intérieures des Philippines, tous ces plans d'eau sont reliés entre eux par des passages qui se succèdent ou se juxtaposent. Parmi les détroits, qui constituent autant de voies de circulation et d'accès à des espaces faisant partie intégrante de la région, certains revêtent une importance stratégique considérable, notamment les détroits de Malacca, de la Sonde (entre Sumatra et Java) ou de Lombok (à l'est de Java), de loin les plus importants [de Koninck, 2005 : 27 ; Frécon, 2012].

Compte tenu de l'intensité des flux générés entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie du nord-est, les détroits de Malacca, qui relient la mer d'Andaman à la mer de Chine méridionale, sont devenues l'une des voies maritimes les plus empruntées au monde, sinon la première, voyant passer 30 à 40 % du trafic mondial total, dont 40 % du pétrole [Royer, 2012 : 143]. Véritables « autoroutes maritimes » susceptibles de déclencher une guerre de nécessité, les détroits de la région doivent être sûrs [Delmas, 1995]. En effet, la condamnation brutale des détroits de la région – actes de piraterie, conflit géopolitique, etc. – aurait des conséquences catastrophiques. La moitié de la flotte mondiale devrait alors rallonger ses trajets de plusieurs jours, ce qui l'obligerait à une longue navigation dans des mers et océans où les vents sont particulièrement violents et la mer formée, notamment les Quarantièmes rugissants² au large de la mer de Tasmanie [Frécon, 2012]. Autre conséquence possible, la fermeture des voies maritimes du Sud-Est asiatique provoquerait

² Latitudes situées entre les 40° et 50° parallèles dans l'hémisphère Sud.

l'augmentation importante des prix du transport. Enfin, une telle déviation pourrait remettre en cause la position stratégique de Singapour, dont le développement s'appuie sur sa vocation de *hub* régional, affaiblissant du même coup la première puissance économique de l'Asie du Sud-Est. Il est clair que si les détroits de Malacca, de la Sonde, de Lombok devaient être bloqués, cela affecterait en profondeur les échanges commerciaux intra-régionaux, régionaux et mondiaux.

Au-delà des flux maritimes mondialisés transitant par les détroits du Sud-Est asiatique, le développement des échanges terrestres régionaux repose principalement sur la construction de « corridors économiques » dont la mise en place passe, au préalable, par le développement des infrastructures de transport et la libéralisation des échanges transfrontaliers. Ces corridors, principalement orientés nord-sud et est-ouest, sont nombreux et font partie intégrante du programme du Grand Mékong, projet porté par la Banque asiatique de développement³ (BAD⁴).

S'inscrivant dans le processus de régionalisation de la mondialisation en Asie orientale, la Banque asiatique de développement a su profiter de l'après-guerre froide pour promouvoir et accompagner depuis 1992 une initiative d'intégration régionale à l'échelle de l'Asie du Sud-Est continentale : la région du Grand Mékong ou *Greater Mekong Subregion* [Taillard, 2009 : 1]. Ce programme réunit les cinq pays de l'Asie du Sud-Est péninsulaire (Birmanie, Thaïlande, Laos, Vietnam et Cambodge) et deux provinces du sud de la Chine (le Yunnan rejoint par le Guanxi en 2004), couvre une superficie

³ La Banque asiatique de développement est une banque de développement régional créée en 1966 pour soutenir le développement économique et social dans les pays d'Asie et du Pacifique en fournissant des prêts et de l'assistance technique. Basée à Manille (Philippines), la BAD est une institution financière multilatérale pour le développement détenue par 67 États membres, dont 48 de la région (Asie orientale, Asie méridionale, Asie centrale et îles du Pacifique) et 19 de pays extérieurs à l'Asie dont l'Angleterre, l'Allemagne, le Canada, la France, les États-Unis, etc. (ADB, 2013).

⁴ On trouve pour la banque deux sigles possibles en français (BAD ou BasD) comme en anglais (ADB ou AsDB) afin de la distinguer de son homologue africaine : la Banque africaine pour le développement (BaD). En Asie et dans le Pacifique, où il n'y a aucune confusion possible avec la banque multilatérale africaine, on a pour habitude d'utiliser les sigles BAD ou ADB, employés par la Banque asiatique de développement dans tous ses documents (Faure, 2007 : 230).

de 2,6 millions de kilomètres carrés et compte une population de 326 millions de personnes [ADBc, 2013]. Piloté par la BAD, le GMS doit renforcer la complémentarité et la fusion des diverses initiatives en vue du développement économique, social et de la réduction de la pauvreté dans la région [Vorapheth, 2007 : 185]. Opération de longue haleine, l'engagement financier colossal de la BAD a permis le démarrage et la crédibilité de cette initiative en attirant près de 10,4 milliards d'euros⁵ (14 milliards de dollars américains) d'investissements depuis son lancement en 1992.

Au cours de la première décennie (1992-2002), le croisement de la vision stratégique proposée par la BAD et des propositions des six pays de la région a permis de définir six champs de coopération (transport, commerce, énergie, tourisme, environnement et ressources humaines) qui font l'objet de forums sectoriels annuels où sont élaborés des plans de financement par projet avec les principales institutions de coopération internationale et bilatérale. Cette approche originale ne nécessite aucun accord international fondateur entre pays membres et n'exclut donc aucun partenaire potentiel.

Elle ne crée pas non plus un nouvel échelon bureaucratique puisque la coopération intergouvernementale est privilégiée. L'engagement de la BAD suffit pour crédibiliser cette initiative tant auprès des pays de la région que des bailleurs de fonds [Taillard, 2009 : 5]. Au cours de cette période, la BAD a privilégié la reconstruction des infrastructures régionales (réhabilitation et développement du réseau routier, de la production et du transport d'électricité, amélioration des télécommunications, etc.) et des échanges à travers la mise en place d'une stratégie territoriale fondée sur le maillage de la péninsule indochinoise par cinq corridors économiques, méridiens et transversaux. Dans le même temps, la BAD encourage la création de zones industrielles et commerciales aux principaux nœuds des corridors, spécialement ceux situés à proximité de frontières [Taillard, 2009 : 5].

Pendant la seconde phase du programme GMS (2002-2012), les corridors deviennent un outil d'intégration territoriale concentrant les aménagements sur une bande d'une certaine largeur (une vingtaine de kilomètres de part et d'autre de l'axe principal), où les financements des infrastructures de transport sont étroitement liés aux potentialités de développement des productions, du commerce et des investissements. Cette décennie s'organise ainsi autour de onze projets phares (*Flagship Programs*),

⁵ Cours du 4 février 2014.

dont trois, territoriaux, portent sur trois ensembles de corridors (nord-sud, est-ouest et méridionaux), qui complexifient le maillage régional, et huit sectoriels, qui leur viennent en appui [Taillard, 2009 : 5 ; ADB, 2004 : 31-32].

Beaucoup plus ambitieux que dans la première décennie, les investissements dans les transports se diversifient aux routes et ponts ; s'y ajoutent les voies de desserte locale jalonnant les grands axes, et les ports qui assurent leurs débouchés maritimes. Ils concernent aussi les premières voies de chemin de fer, les aéroports et la navigation fluviale qui permettent le développement industriel et touristique. Ils s'étendent à ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler la connectivité, avec l'interconnexion des réseaux électriques et de télécommunication, la construction de gazoducs ou d'oléoducs et la création de zones franches transfrontalières. Ils visent enfin à faciliter le franchissement des frontières, à développer le commerce et les investissements privés [Taillard, 2009 : 5]. Au cours de ces deux décennies, souvent qualifiées par les pays de la région « d'âge d'or du développement », la BAD a fourni près de 3,7 milliards d'euros (5 milliards de dollars américains) de prêts et de subventions pour les projets du GMS. D'autres agences de développement ont pris part au programme GMS en versant 3,4 milliards d'euros (4,6 milliards de dollars américains), tout comme les gouvernements des six pays concernés, donnant au total 3 milliards d'euros (4,3 milliards de dollars américains) [ADB, 2011 :3].

À terme, ces corridors de communication relieront les principales villes de la région, suscitant d'un même coup beaucoup d'enthousiasme. Surtout, les corridors de développement terrestres soulignent l'importance stratégique de l'Asie du sud-est comme voie de passage entre l'Asie du Nord-Est et les mers du Sud tout en étant une alternative viable au transport maritime.

Une puissance démographique et un marché en devenir

En 1960, après la période massive de décolonisation, la population de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est s'élevait à près de 220 millions de personnes⁶. Cinquante ans plus tard, en 2010, on l'estime à quelque 580 millions⁷, et elle sera de l'ordre

⁶ Banque mondiale.

⁷ *Ibid.* Le chiffre de la population totale des Nations unies diffère légèrement avec 590 millions.

de 766 millions en 2050⁸. Sans avoir un poids démographique considérable, contrairement à l'Asie du Nord-Est (21 %) et l'Asie du sud (24 %), l'Asie du Sud-Est représente à elle seule environ 12 % de la population mondiale. En 2050⁹, son importance dans la population mondiale totale devrait rester dans les mêmes proportions. Cela s'explique par le fait que « globalement, l'ensemble régional regroupant [...] l'Asie du Sud-Est, [...] connaît désormais une croissance démographique lente, largement inférieure à celle observée dans les autres grandes régions du monde en développement » [Attané et Barbieri, 2009]. Autrement dit, alors qu'elle n'est pas achevée dans les pays les plus pauvres, la transition démographique sera limitée dans la majorité des pays de l'ASEAN d'ici 2050.

Néanmoins, le poids et la croissance démographiques, en troisième position dans la hiérarchie mondiale derrière l'Asie du Nord-Est (1,6 milliard d'habitants) et l'Asie du Sud (1,7 milliard d'habitants), sont clairement des atouts pour les pays de la région du Sud-Est asiatique, surtout en comparaison avec le vieillissement observé en Chine et au Japon. Il est bien loin le temps « où l'on pouvait considérer le Sud-Est asiatique comme une zone "vide" entre la Chine et l'Inde » [De Koninck, 2005 : 331].

L'Asie du Sud-Est, forte de ses quelques 580 millions d'habitants, plus que l'Amérique du Nord (345 millions) et l'Union européenne (503 millions), a un potentiel de développement économique encore largement en devenir [Leost, 2009]. Après s'être relevées de la crise monétaire de 1997, et malgré une succession d'événements défavorables¹⁰, les économies de la région ont connu une période de développement accéléré entre 2003 et 2007, développement engendré par une demande extérieure soutenue et des investissements directs étrangers (IDE) importants. En revanche, elles ont été confrontées en 2009 à la crise financière mondiale, qui a entraîné un ralentissement de leurs exportations en direction des grands pays industrialisés.

Entre 2003 et 2007, le taux de croissance de l'ASEAN, compris entre 5,5 % et 6,5 % sur les 5 ans, s'est maintenu à un niveau très élevé. Cela a permis à l'ensemble de la zone de passer d'un PIB d'un peu moins de 1 332 milliards d'euros (1 800 milliards

⁸ Nations unies.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Éclatement de la bulle Internet (2000), ralentissement économique mondial à la suite des attentats du 11 septembre (2001), la crise du SRAS (2004) et le tsunami (2005).

de dollars américains) en 2003 à plus de 1 887 milliards d'euros (2 550 milliards de dollars américains) en 2007¹¹. Au cours de cette période, le PIB par habitant est passé de 8 879 d'euros (12 000 de dollars américains - 2003) à 11 468 d'euros (15 500 de dollars américains - 2007), faisant reculer la pauvreté dans la région tout en fabriquant une nouvelle classe moyenne urbaine synonyme d'importantes opportunités d'affaires pour les grandes puissances. Malgré cette progression spectaculaire, peut-on pour autant oublier que la situation est très différente selon les pays ? Avec un PIB par habitant de respectivement 1 597 d'euro/an (2 159 \$ US) et 41 856 d'euros/an (56 570 de dollars américains/an - 2010), le Cambodge et Singapour n'ont tout simplement pas grand-chose en commun. En 2010, le PIB des nations de l'ASEAN représentait 11,5 % du PIB des pays de la zone Asie/Pacifique, et 4 % du PIB mondial¹². Ces chiffres relativisent le poids actuel et futur de l'Asie du Sud-Est dans l'économie mondiale.

Néanmoins, afin de rendre la région plus compétitive et intégrée à l'économie mondiale, l'AFTA (*ASEAN Free Trade Agreement*) vise à mettre en place un « marché commun » asiatique, sur le modèle européen, au sein de l'ASEAN. Cet accord prévoit d'améliorer les procédures douanières et de réduire les droits de douane à un taux maximum de 5 % sur la majorité des produits à l'importation et à l'exportation¹³ d'ici à 2015 pour les pays les moins avancés (Laos, Cambodge, Birmanie et Vietnam), tandis qu'il est en application depuis le 1^{er} janvier 2010 dans les six autres pays de l'ASEAN¹⁴. En effet, après la crise financière de 1997 qui a sévèrement touché les pays d'Asie du Sud-Est et

¹¹ Pour ce chiffre et les suivants : Asian Development Bank (ADB). Ces statistiques ne prennent pas en compte le Myanmar.

¹² World Development Bank (WDB). Les statistiques de la WDB ne prennent pas en compte les chiffres de la Birmanie.

¹³ Près de 7 881 types de produits industriels et agricoles ont vu leurs droits de douanes considérablement réduits dans le cadre de l'AFTA. Les principaux produits concernés sont le fer, l'acier, le plastique, les machines, les produits mécaniques de consommation, les produits chimiques, les produits agroalimentaires, le papier, le ciment, les céramiques, les articles en verre, les accessoires automobiles, le poisson ou le soja.

¹⁴ Thaïlande, Singapour, Indonésie, Malaisie, Brunei, Philippines. Le tarif d'importation moyen dans ces six pays n'est désormais que d'environ 0,05 % pour la quasi-totalité des marchandises échangées au sein du marché régional, conformément aux dispositions de l'AFTA.

révélé que la Chine était un partenaire plus fiable que les États-Unis, les pays de l'ASEAN ont décidé de resserrer leurs liens économiques avec la Chine, tout en veillant à contrebalancer sa domination en intégrant le Japon et la Corée du Sud dans le processus nommé ASEAN+3 [Auffrey et Guillerm, 2006]. Cela a abouti à la signature de l'ACFTA (*ASEAN-China Free Trade Area*) en 2002, qui vise à construire le plus grand espace de libre-échange au monde, regroupant près de deux milliards d'habitants. Le calendrier de mise en application des accords est en phase avec celui de l'AFTA.

Une région convoitée pour ses ressources halieutiques et naturelles

L'Asie du Sud-Est est également un territoire riche en ressources. Les espaces maritimes sud-est asiatiques sont en effet particulièrement bien dotés en richesses halieutiques. Cette richesse est en bonne partie due à la convergence de trois facteurs : la présence d'une vaste plate-forme continentale, de grandes quantités d'eaux chargées de matières nutritives déversées par les grands fleuves de la région, en partie ceux de la péninsule (Irrawaddy, Salouen, Mékong, fleuve Rouge, Chao Phraya), et enfin des eaux uniformément chaudes tout au long de l'année. Ces conditions favorables permettent d'entretenir, en quantité, de multiples variétés de crustacés et de poissons, lesquels font l'objet de la convoitise des flottes locales tout comme celle des chalutiers étrangers [de Koninck, 2005 : 27].

L'exploitation des ressources fossiles (pétrole, gaz, minerais) occupe une place sans cesse grandissante dans l'économie des pays de la région. Les pays exportateurs d'hydrocarbures, c'est-à-dire l'Indonésie, la Malaisie et Brunei, retirent des profits substantiels de leurs ventes d'hydrocarbures, mais voient celles-ci se réduire du fait d'une augmentation rapide des besoins en énergie [Lasserre et Gonon, 2008 : 115]. Principalement enfouies dans les fonds marins (marges continentales), ces ressources renforcent l'intérêt que les pays peuvent nourrir à l'égard de gisements en mer.

À l'échelle internationale, au cours des dix dernières années, on observe une véritable ruée minière, que ce soit sur l'or, l'argent, le cuivre ou les métaux plus rares et spécifiques, dont les prix ne cessent de monter (ou de fluctuer) sur les marchés internationaux. Dans cet environnement concurrentiel, les ressources minières dont disposent les États d'Asie du Sud-Est sont, dans un contexte de régionalisation et de mondialisation, devenues un atout stratégique important. Par exemple, les

gisements d'or du Cambodge excitent la convoitise des groupes miniers australiens, chinois, sud-coréens ou vietnamiens [Mottet, 2012 : 111]. Au Laos, la Chine, la Thaïlande et le Vietnam se disputent le contrôle des ressources minières (or, cuivre), et une petite dizaine de pays se mêle à cette lutte, dont l'Australie [Mottet, 2013]. Les ressources minières du Vietnam (bauxite) et de l'Indonésie (étain, charbon, nickel, cuivre, or, fer, bauxite) font également l'objet de manœuvres géopolitiques préoccupantes.

La géopolitique des ressources halieutiques et naturelles de l'Asie du Sud-Est est loin d'être un bloc monolithique et les trajectoires nationales de ces secteurs d'activités ne sont pas écrites d'avance. Néanmoins, la présence d'acteurs transnationaux au cœur des territoires nationaux riches en ressources atteste des nouvelles interactions qui provoquent, dans certains cas, des tensions, des conflits entre les différents niveaux d'échelle au sein des pays du Sud-Est asiatique. Dans tous les cas, l'exploitation des ressources halieutiques et naturelles cristallise les enjeux géopolitiques nationaux, régionaux et internationaux.

L'Asie du Sud-Est, convergence des rivalités des grandes puissances

Les grandes puissances voient leur rivalité s'affirmer en Asie du Sud-Est, en marge des implications grandissantes de la Chine, de son développement économique teinté de risques hégémoniques [Cabestan, 2010], et des multiples différends territoriaux et maritimes dans lesquels sont impliqués plusieurs États de la région. Les autres puissances asiatiques, Japon, Corée du Sud et Inde, sont de plus en plus impliquées dans le développement des économies régionales et s'appuient sur des partenariats bilatéraux incluant un volet sécuritaire. Mais ce sont surtout les États-Unis, sous la présidence de Barack Obama, qui ont vu leur implication s'affirmer en Asie du Sud-Est.

Les avancées chinoises

Proximité géographique et culturelle oblige, Pékin s'est depuis le début des années 1980 tourné vers ses partenaires en Asie du Sud-Est en marge de son développement économique et de son poids grandissant dans les affaires mondiales, en s'appuyant sur quatre principes : la coopération sud-sud (*nannan hezuo*) ; une stratégie tournée vers l'extérieur (*zou chugu zhanlue*) ; une politique de bon voisinage (*mulin youhao*) ; et un nouveau concept de sécurité (*xin anquan guan*). Comme

l'indiquent les études conduites par le *Pew Research Center* qu'on ne saurait soupçonner de connivence avec Pékin et un ouvrage publié en Australie [Hanson et Shearer, 2009], la Chine bénéficie généralement d'une bonne image en Asie du Sud-Est. Cette région fut même, de l'avis de certains analystes chinois, le laboratoire de la mise en place du *soft power* chinois dans les pays du Sud [Sheng, 2008]. L'Asie du Sud-Est est également la région du monde qui compte les plus importantes diasporas chinoises. On estime un total supérieur à 30 millions de membres de cette diaspora dispersés dans les différents pays de la région, dont 7,5 millions en Indonésie (3 % de la population), 7 millions en Thaïlande (12 %), 6 millions en Malaisie (26 %) et 2,7 millions à Singapour (75 % de la population de la cité-État !). En tant que relais des échanges commerciaux que la Chine entretient avec les pays de la région, la diaspora profite très largement de la montée en puissance progressive de l'Empire du Milieu. Ainsi, comme l'expliquait en 2004 l'expert singapourien du *Singapore Institute of International Affairs* (SIIA), Eric Teo Chu Cheow, les communautés chinoises en Asie du Sud-Est, plus influentes que par le passé, « *accompagnent l'émergence de la Chine et de son soft power* » [Teo, 2004]. Les « Chinois de l'outre-mer », appellation utilisée par Pékin, sont de fait un véhicule de la culture et de la langue chinoises. Ils sont ainsi perçus comme une opportunité de se rapprocher de la Chine [Harding, 2008].

Par le biais d'accords de libre-échange [Song et Yuan, 2012], mais aussi simplement par l'attractivité de son économie, la Chine s'est par ailleurs érigée en « aimant commercial » autour duquel gravitent les économies de sa périphérie, et ce, quels que soient les agendas politiques de leurs gouvernements respectifs.

La tentation des autres puissances asiatiques

Le Japon, la Corée du Sud et l'Inde sont également de plus en plus impliqués en Asie du Sud-Est, en particulier sur les questions économiques et commerciales. Au-delà des ressources naturelles citées précédemment, la dynamique économique des marchés sud-est asiatiques incite les puissances à se positionner. L'ouverture récente du Myanmar est révélatrice, des pays comme l'Inde et la Corée du Sud mettant en avant leurs productions à bas prix afin d'inonder un marché naissant dans le domaine de la téléphonie et de l'automobile notamment. Le Japon, investisseur depuis plusieurs décennies, joue de son côté la carte de son modèle économique et social (ce en quoi Tokyo est désormais imité par Séoul) pour tenter de s'inviter dans la relation économique grandissante que ces pays entretiennent avec Pékin. Pour autant,

ces pays sont également des partenaires économiques de premier plan de la Chine, aussi leur marge de manœuvre est-elle limitée par les retombées éventuelles d'une rivalité commerciale trop marquée en Asie du Sud-Est [Jiang, 2013].

Sur un plan stratégique, les milieux conservateurs de retour au pouvoir au Japon depuis décembre 2012 n'ont pas totalement abandonné leur projet d'« arc de la stabilité », incluant de l'Inde au Japon des États soucieux d'endiguer la progression du modèle autoritaire chinois. Les fortes tensions entre Tokyo et Pékin sont révélatrices du bras de fer auquel se livrent les deux puissances, en dépit d'une interdépendance économique grandissante, et les implications en Asie du Sud-Est sont l'une des dimensions de cette rivalité. L'Inde observe également avec inquiétude la place grandissante de la Chine dans son voisinage, et il n'est pas anodin de noter que la stratégie du « collier de perles », désignant les partenariats chinois dans l'océan Indien, a été très fortement relayée dans les cercles stratégiques indiens [Courmont et Geraghty, 2013]. Malgré de sérieux handicaps, New Delhi continue de se rêver en rival stratégique numéro un de Pékin [Gauchon, 2006].

Les hésitations de Washington et la rivalité avec Pékin

Au tournant du millénaire, la Chine a consolidé ses partenariats en Asie du Sud-Est, profitant de l'absence de Washington, et soucieuse de renforcer son influence dans son voisinage en vertu de la ligne officielle du parti [Ye, 2010]. Le professeur Buehler de la Columbia University estimait ainsi en 2008 que « la proximité entre la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est augmente au détriment de l'influence américaine dans la région » [APAC, 2008]. L'arrivée au pouvoir de Barack Obama modifia la donne et réactiva l'intérêt de Washington pour cette région. Le fait qu'Hillary Clinton se soit rendue en Indonésie lors de sa première tournée officielle en février 2009 (après le Japon) fut un indicateur de ce qui fut défini comme la stratégie du pivot¹⁵. À peine réélu pour un second mandat, Barack Obama effectuait une tournée en Asie du Sud-Est, visitant successivement le Myanmar, la Thaïlande et le Cambodge, trois États symboliques du nouvel engagement américain en Asie pacifique, et trois partenaires privilégiés de Pékin. Si cette tournée s'inscrivait dans le cadre d'un sommet de l'ASEAN, elle

¹⁵ Le 11 juillet 2012, Hilary Clinton fut la première secrétaire d'État américaine à se rendre en visite officielle au Laos depuis John Foster Dulles en 1955.

traduisait aussi la volonté de la Maison-Blanche d'inaugurer la seconde administration de la même manière que la première, en faisant de l'Asie pacifique une priorité, et en visant des États proches de la Chine, et dans sa sphère d'influence géographique.

Washington cherche également à profiter du contexte politique, et le cas du Myanmar est à ce titre le plus éclairant, à la fois des succès américains, mais aussi des limites de ce que certains observateurs qualifient d'« *endiguement* », déjà exprimé sous l'administration Bush. Les évolutions politiques spectaculaires dans ce pays, et saluées unanimement, offrent à Washington l'opportunité de se positionner, de promouvoir les avancées démocratiques, et de chercher à contrebalancer la présence chinoise [Strangio, 2012 ; Klein, 2012].

Le Vietnam, bien que considéré comme un rival de la Chine, ne peut de son côté se permettre de s'engager dans un bras de fer dont il ferait les frais, sans compter que le soutien de Washington ne lui est pas assuré et qu'il ne se traduit pas par des perspectives économiques et commerciales exceptionnelles. Pékin reste, de loin, le principal partenaire économique en Asie du Sud-Est, et les récents accords de libre-échange entre la Chine et l'ASEAN confortent cette offensive économique que Washington ne peut pas contrer. La stratégie du pivot de Barack Obama se heurte ainsi non seulement aux difficultés budgétaires que rencontrent actuellement les États-Unis, mais aussi et surtout à la réception de cette stratégie, que les pays concernés pourraient percevoir comme une opportunité plus qu'un véritable engagement aux côtés de Washington, et dans le même temps face à la Chine [Ross, 2012]. Plus généralement et malgré de nombreuses critiques aux États-Unis quant à ses objectifs [Baker et Glosserman, 2013], Barack Obama a compris, que dans la rivalité qui l'oppose à la Chine, l'option du G2 semble moins appropriée que la recherche de partenariats solides dans le voisinage direct de Pékin. Sa définition du réengagement américain en Asie pacifique repose donc sur l'intensification de ces partenariats, la création de nouveaux, et de manière à peine voilée la volonté d'encercler la Chine, ce que Pékin n'apprécie que très modérément [Du, 2012 ; Wu, 2012].

Afin de comprendre l'engagement croissant de Washington en Asie pacifique en général et en Asie du Sud-Est en particulier, il convient également de regarder la réalité économique. Les sommets de l'APEC rassemblent chaque année des États comptant aujourd'hui pour la moitié de l'économie mondiale, 40 % de la population mondiale et 44 % du commerce international¹⁶. L'Asie

¹⁶ Ces chiffres sont accessibles sur le site de l'APEC [www.apec.org].

pacifique représenterait par ailleurs la destination de 23,5 % des exportations américaines ainsi que la provenance de 32,2 % de leurs importations en 2010 [Boyer, 2013]. Un rapport du FMI mis en ligne le 21 janvier 2014 met de son côté l'accent sur la dynamique dans laquelle sont engagés les pays d'Asie du Sud-Est : l'Indonésie, les Philippines, la Thaïlande, le Vietnam, la Malaisie, la Chine et l'Inde seront les principaux moteurs de la croissance économique dans le continent asiatique.

De nombreux pays asiatiques souhaiteraient témoigner d'un apaisement des relations sino-américaines. Les sommets de l'ASEAN sont l'occasion pour ses pays membres d'exprimer à la fois leur inquiétude concernant la dépendance croissante de leurs économies à l'égard des décisions de Pékin et leur soutien continu de la présence américaine sur cette région de l'Asie. Cela n'a pas empêché l'ASEAN de conclure un accord de libre-échange avec la Chine en 2002, ce dernier ayant pris effet en 2010, dans le cadre d'une stratégie chinoise de développement des zones de libre-échange [Song et Yuan, 2012].

C'est à travers la promotion d'organisations régionales que les États promeuvent leurs ambitions. L'administration Obama a pris acte de l'ascendance économique de l'Asie de l'Est à travers le parrainage du projet dit du « TPP » (*TransPacific Partnership*) qui a pour double objectif de créer une zone de libre-échange entre les pays signataires, mais aussi de promouvoir des réglementations d'ordres divers (essentiellement relatives au respect de l'environnement, de la propriété privée, et des droits sociaux). Les négociations concernent actuellement douze économies localisées aux deux extrémités de l'océan Pacifique.

L'administration Obama a fait du succès de ce partenariat une condition *sine qua non* de sa stratégie de rééquilibrage. Un projet rassemblant la signature d'un maximum d'États permettrait à la fois d'encourager la création d'emplois aux États-Unis¹⁷, de promouvoir l'avènement de normes commerciales dans le respect desquelles l'Asie pacifique évitera de se renfermer sur elle-même, et de garder une place importante à l'économie américaine dans la région. Cela garantirait aux alliés traditionnels des États-Unis une certaine « protection » face à cette dépendance commerciale vis-à-vis de Pékin qu'ils expérimentent depuis quelque temps.

¹⁷ Selon un rapport du CSIS pour le Sénat américain en décembre 2013, les exportations vers l'Asie ont soutenu 1,2 million d'emplois américains en 2012. De plus, les compagnies asiatiques ont directement employé 900 000 Américains en 2011 (Goodman, 2013).

Cela permettrait aussi d'« adoucir » la vision essentiellement militariste de la stratégie du pivot [Bader, 2012 ; Tellis, 2013 ; Courmont, 2014].

Conclusion

Malgré sa présence grandissante, l'influence de la Chine en Asie du Sud-Est n'est pas sans limites. Il serait même très exagéré de faire de cette région un simple satellite chinois. Certes la Chine possède de nombreux leviers économiques et politiques pour pousser les pays du Sud-Est asiatique à plus grande ouverture, mais il apparaît que ceux-ci ne sont pas suffisamment puissants. L'Asie du Sud-Est cherche à éviter une dépendance excessive vis-à-vis de la Chine, en développant des liens politiques et économiques avec l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Union européenne, la Russie, etc. Si les acteurs économiques chinois investissent dans de nombreux projets, ils se trouvent généralement à côté ou en concurrence avec de nombreux acteurs étatiques ou privés. Cette coopération à tous crins entre l'Asie du Sud-Est et les puissances étrangères autres que la Chine illustre en partie la politique des pays de la région afin, entre autres, de contrebalancer l'omniprésence chinoise. Les États-Unis ont bien conscience que les politiques de quasi-absence de relations diplomatiques avec un certain nombre de pays de la région (Myanmar, Vietnam, Laos) contribuent à rapprocher ces derniers de la Chine, en dépit des contreponds indien et coréo-japonais. Plus globalement, l'administration Obama a pris note de l'influence croissante de Pékin dans les pays de l'Asie du Sud-Est en tentant d'effectuer un retour dans la région qu'ils avaient en partie négligée sous les administrations Clinton et Bush. Les visites successives d'Hillary Clinton, de Barack Obama et de John Kerry sont symboliques de cette priorité diplomatique de Washington, qui semble également répondre à un désir d'une partie des pays de la région, méfiants et inquiets des prétentions chinoises sur les territoires et les ressources (Indonésie, Vietnam). L'Asie du Sud-Est pourrait donc redevenir le lieu d'une lutte géopolitique entre la Chine et les États-Unis, à moins que le fonctionnement multipolaire de la région et sa capacité à rapprocher des acteurs en conflit inspirent Pékin et Washington afin de s'entendre sur un partenariat constructif et profitable à tous.

Références

- ADB (2004), *The GMS Beyond Borders. Regional Cooperation Strategy and Program 2004-2008*, Manila : Asian Development Bank.
- ADB (2011), *The Greater Mekong Subregion Economic Cooperation Program Strategic Framework 2012-2022*, Manila : Asian Development Bank.
- APAC (2008). « The Obama Administration : The East Asian Factor », *APAC Journal*, automne.
- Attané, Isabelle et Barbieri, Magali (2009), « La démographie de l'Asie de l'Est et du Sud-Est des années 1950 aux années 2000 », *Population*, 64 [www.cairn.info/revue-population-2009-1-page-7.html].
- Auffrey, D. et Guillerm, A. (2006), *L'ASEAN+3 (Chine, Japon, Corée du Sud) : un espace en voie d'intégration en Asie de l'Est*, CIRPES, Paris.
- Bader, Jeffrey (2012), *Obama and China's Rise. An Insider's Account of America's Asia Strategy*, Brookings, Washington.
- Baker, Carl et Brad Glosserman (2013), *Doing More and Expecting Less : The Future of US Alliances in the Asia Pacific*, CSIS, Washington DC, janvier.
- Boyer, Yves (2013), *La stratégie de rééquilibrage des États-Unis vers l'Asie pacifique et la Chine*, note n° 13/13, FRS, Paris, juin.
- Cabestan, Jean-Pierre (2010), *La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance*, Presses de sciences po, Paris.
- Courmont, Barthélémy (2010), *La tentation de l'Orient. Une nouvelle politique américaine en Asie pacifique*, Septentrion, Sillery.
- Courmont, Barthélémy (2014), *Une guerre pacifique. La confrontation Pékin-Washington*, ESKA, Paris.
- Courmont, Barthélémy et Geraghty, Colin (2013), « India and Australia : An Emerging Partnership in the Indian Ocean ? », *The Korean Journal of Defense, Analysis*, 25/2, juin.
- De Koninck, Rodolphe (2005), *L'Asie du Sud-Est*, Armand Colin, Paris.
- Delmas, Philippe (1995), *Le Bel Avenir de la guerre*, Gallimard, Paris.
- Du, Lan (2012), « Comments on U.S. Strategy for Promoting Trans-Pacific Partnership », *China International Studies*, 35, juillet-août.
- Faure, G. (2007), « La Banque asiatique de développement et l'intégration régionale en Asie », *Études internationales*, 38/2, p. 229-249.
- Frécon, Éric (2012), « Singapour, gardienne de ses détroits », *Monde chinois, nouvelle Asie*, 30, p. 29-36.
- Gauchon, Pascal (dir.) (2006), *Inde, Chine à l'assaut du monde*, PUF, Paris.
- Goodman, Matthew (2013), *US Economic Engagement in East Asia and the Pacific*, CSIS, Washington, DC, décembre.
- Harding, Brian (2008), « The Role of the Chinese Diaspora in Sino-Indonesian Relations », *China Brief* 8/16, 1^{er} août.
- Hanson, Fergus et Shearer, Andrew (2009). *China and the World. Public Opinion and Foreign Policy*, Lowy Institute for International Policy, Sydney.

- Jiang, Yuechun (2013), *Asia-Pacific Regional Economic Cooperation and China-Japan-South Korea Cooperation*, China International Studies, Pékin, mars/avril.
- Klein, Brian P. (2012), « How Not to Invest in Myanmar », *www.foreignaffairs.com*, 25 juillet.
- Lasserre, F. et Gonon, E. (2008), *Manuel de géopolitique : Enjeux de pouvoir sur des territoires*, Armand Colin, Paris.
- Leost, Gabriel (2009), « Les économies de l'Asean à l'épreuve de la crise économique et financière internationale », in Arnaud LEVEAU (dir.), *L'Asie du Sud-Est. Les événements majeurs de l'année 2009*, Irasec, Bangkok.
- Mottet, Éric (2012), « L'exploitation minière en Asie du Sud-Est : des trajectoires variées et incertaines », *Monde chinois, nouvelle Asie*, 30, p. 110-113.
- Mottet, Éric (2013), « L'aventure minière laotienne : une géopolitique des ressources sans conflit ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer*.
- Reeves, Jeffrey (2013), « China's Unraveling Engagement Strategy », *The Washington Quarterly*, 36/4, p. 139-149.
- Ross, Robert S. (2012), « The Problem with the Pivot », *Foreign Affairs*, 91/6, novembre-décembre.
- Royer, Pierre (2012), *Géopolitiques des mers et des océans. Qui tient la mer tient le monde*, Presses universitaires de France, Paris.
- Rozman, Gilbert (2010), *Chinese Strategic Thought Toward Asia*, Palgrave MacMillan, New York.
- Sheng, Ding (2008), « To Build A "Harmonious World" : China's Soft Power Wielding in the Global South », *Journal of Chinese Political Science*, 13/2, août, p. 193-213.
- Song, Guoyou et Yuan Wenjin (2012), « China's Free Trade Agreement Strategies », *The Washington Quarterly*, 35/4, p. 107-119.
- Strangio, Sebastian (2012), « What Obama Wants from Myanmar », *www.foreignaffairs.com*, 19 novembre.
- Taillard, C. (2009), « Un exemple réussi de régionalisation transnationale en Asie orientale : les corridors de la région du Grand Mékong », *L'espace géographique*, 38, (1), p. 1-16.
- Tellis, Ashley (2013), « Balancing without containment : A U.S. Strategy for Confronting China's Rise », *The Washington Quarterly*, 36/4, p. 109-124.
- Teo, Eric Chu Cheow (2004), « China-Southeast Asia relations blossom », *The Japan Times*, 1^{er} février.
- Tertrais, Hugues (dir.) (2011), *La Chine et la mer. Sécurité et coopération régionale en Asie orientale et du Sud-Est*, L'Harmattan, Paris.
- Wu, Xinbo (2012), « The Obama Administration's Asia-Pacific Strategy », *China International Studies*, 34, mai-juin.
- Ye, Zicheng (2010), *Inside China's Grand Strategy : The Perspective from the People's Republic*, Lexington, The University Press of Kentucky.